



**Conférence des Parties agissant comme
réunion des Parties à l'Accord de Paris
Cinquième session**

Émirats arabes unis, 30 novembre-12 décembre 2023

Point 9 de l'ordre du jour

**Mécanisme international de Varsovie relatif
aux pertes et préjudices liés aux incidences
des changements climatiques**

**Mécanisme international de Varsovie relatif aux pertes
et préjudices liés aux incidences des changements climatiques**

Proposition du Président

Projet de décision -/CMA.5

**Réseau de Santiago pour la prévention, la réduction
et la prise en compte des pertes et préjudices, établi au titre
du Mécanisme international de Varsovie relatif aux pertes
et préjudices liés aux incidences des changements climatiques**

La Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties à l'Accord de Paris¹,

Rappelant l'Accord de Paris, ainsi que les décisions pertinentes de la Conférence des Parties et ses propres décisions pertinentes, en particulier les décisions 3/CP.18, 2/CP.19, 2/CP.20, 1/CP.21, 2/CP.21, 3/CP.22, 4/CP.22, 5/CP.23, 10/CP.24, 2/CP.25, 1/CP.26, 17/CP.26, 1/CP.27, 11/CP.27, 2/CMA.2, 1/CMA.3, 19/CMA.3, 1/CMA.4 et 12/CMA.4,

Rappelant également l'article 8 de l'Accord de Paris,

1. *Rappelle* que le Réseau de Santiago pour la prévention, la réduction et la prise en compte des pertes et préjudices liés aux effets néfastes des changements climatiques a été établi afin de catalyser l'assistance technique des organisations, organes, réseaux et experts compétents pour la mise en œuvre d'approches pertinentes de prévention, de réduction et de prise en compte des pertes et préjudices liés aux effets néfastes des changements climatiques aux niveaux local, national et régional dans les pays en développement qui sont particulièrement vulnérables à ces effets² ;

2. *Rappelle également* qu'il avait été demandé au secrétariat de la Convention d'élaborer, sous la direction de la présidence des organes subsidiaires, un projet d'accord

¹ Rien dans le présent document ne préjuge des vues des Parties ni des résultats de l'examen des questions relatives à la gouvernance du Mécanisme international de Varsovie relatif aux pertes et préjudices liés aux incidences des changements climatiques.

² Décision 2/CMA.2, par. 43.



(mémoire d'accord) avec l'entité d'accueil du secrétariat du Réseau de Santiago recommandée par les organes subsidiaires à leurs cinquante-huitième sessions respectives, en vue de le recommander à l'organe directeur ou aux organes directeurs à leurs sessions de novembre-décembre 2023, pour examen et approbation³ ;

3. *Remercie* le Canada, l'Espagne, les États-Unis d'Amérique, le Japon et la Suisse pour leurs contributions financières aux travaux du Réseau de Santiago ;

4. *Rappelle* la décision 12/CMA.4, approuvée par la décision 11/CP.27, par laquelle des arrangements institutionnels relatifs au Réseau de Santiago sont établis afin de permettre la mise en service complète du Réseau, y compris en soutenant le rôle qui lui a été confié de catalyser l'assistance technique pour la mise en œuvre d'approches pertinentes aux niveaux local, national et régional dans les pays en développement qui sont particulièrement vulnérables face aux effets néfastes des changements climatiques⁴ ;

5. *Rappelle également* les dispositions du paragraphe 16 de la décision 12/CMA.4, selon lesquelles le secrétariat du Réseau de Santiago est placé sous la direction de l'organe directeur ou des organes directeurs, auxquels il rend compte par l'intermédiaire du Conseil consultatif, et est hébergé par une organisation ou un groupement d'organisations capables de lui fournir l'appui administratif et structurel nécessaire à son bon fonctionnement ;

6. *Se félicite* du rapport sur l'entité d'accueil du secrétariat du Réseau de Santiago⁵ élaboré par le groupe d'évaluation⁶ ;

7. *Note* que, en réponse à l'appel à propositions concernant l'entité d'accueil du secrétariat du Réseau de Santiago⁷, deux propositions ont été reçues, dont les résumés peuvent être consultés sur le site Web de la Convention⁸ ;

8. *Salue* les efforts déployés, dans des délais très courts, par les entités qui ont répondu à l'appel à propositions concernant l'entité d'accueil du secrétariat du Réseau de Santiago, le groupe d'évaluation, qui a évalué les propositions et élaboré le rapport visé au paragraphe 6 ci-dessus, et le secrétariat de la Convention, qui a appuyé le processus de sélection de l'entité d'accueil ;

9. *Note avec satisfaction* que le processus de sélection de l'entité d'accueil du secrétariat du Réseau de Santiago a été mené à terme, grâce à l'appui d'un groupe d'évaluation composé de quatre membres du Comité exécutif du Mécanisme international de Varsovie, de deux membres du Conseil consultatif du Centre-Réseau des technologies climatiques et de deux membres du Comité de Paris sur le renforcement des capacités, aux travaux duquel ont participé les deux entités qui ont répondu à l'appel à propositions concernant l'entité d'accueil ;

10. *Remercie* les deux entités qui ont présenté des propositions concernant l'entité d'accueil du secrétariat du Réseau de Santiago ;

11. *Retient* la proposition conjointe soumise par le groupement composé du Bureau des Nations Unies pour la prévention des catastrophes et du Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets, lequel propose d'héberger le secrétariat du Réseau de Santiago pour une durée initiale de cinq ans, renouvelable par périodes de cinq ans⁹ ;

12. *Encourage* le groupement d'organisations, en tant qu'entité d'accueil du secrétariat du Réseau de Santiago, à envisager de déterminer des domaines dans lesquels il

³ Décision 12/CMA.4, par. 24.

⁴ Conformément au processus décrit aux paragraphes 19 à 23 de la décision 12/CMA.4, approuvée par la décision 11/CP.27.

⁵ FCCC/SB/2023/1.

⁶ Pour des informations détaillées sur le groupe d'évaluation et le processus de sélection de l'entité d'accueil, voir à l'adresse suivante : <https://unfccc.int/SNevalpanel>.

⁷ L'appel à propositions a été diffusé le 31 décembre 2022 et est disponible à l'adresse suivante : <https://unfccc.int/documents/624794>.

⁸ <https://unfccc.int/proposalsSNhost>.

⁹ En application de la décision 12/CMA.4, annexe I, par. 21.

lui serait possible de collaborer, selon que de besoin, avec la Banque de développement des Caraïbes, laquelle s'était également proposé d'héberger le secrétariat ;

13. *Autorise* le Secrétaire exécutif à signer, au nom de l'organe directeur ou des organes directeurs, l'accord qui sera conclu par l'organe directeur ou les organes directeurs et le groupement d'organisations concernant l'hébergement du secrétariat du Réseau de Santiago ;

14. *Demande* au groupement d'organisations, en tant qu'entité d'accueil du secrétariat du Réseau de Santiago, de veiller à ce que les dispositions nécessaires soient prises pour les réunions du Conseil consultatif du Réseau, y compris s'agissant des privilèges et immunités accordés aux membres du Conseil consultatif, conformément à la pratique établie ;

15. *Prie également* le groupement d'organisations, en tant qu'entité d'accueil du secrétariat du Réseau de Santiago, d'effectuer, avant la fin du mois de janvier 2024, une analyse du rapport coût-efficacité, accompagnée d'une analyse coût-avantages, portant sur différents sites dans le monde susceptibles d'être envisagés pour le siège du secrétariat du Réseau de Santiago, choisis parmi un ensemble de lieux potentiels où les privilèges et immunités visés au paragraphe 14 ci-dessus peuvent être octroyés, et de communiquer au Conseil consultatif du Réseau de Santiago, pour examen et décision à sa première réunion, prévue en 2024, les résultats de cette analyse ainsi qu'une recommandation concernant le site qu'il estime être le plus rentable et le mieux adapté compte tenu des rôles, des responsabilités et de la structure organisationnelle du secrétariat, tels que décrits à l'annexe I de la décision 12/CMA.4 ;

16. *Encourage* le groupement d'organisations, en tant qu'hôte du secrétariat du Réseau de Santiago, à prendre les dispositions nécessaires pour amorcer rapidement les travaux relevant du Réseau de Santiago à l'issue de la ou des sessions de novembre-décembre 2023 de l'organe directeur ou des organes directeurs, y compris la nomination d'un directeur ou d'une directrice du secrétariat, laquelle doit se faire dans le cadre d'un processus ouvert et transparent fondé sur la compétence, ce qui facilitera le recrutement rapide du personnel du secrétariat conformément au mandat du Réseau de Santiago¹⁰ ;

17. *Demande* au secrétariat du Réseau de Santiago de faciliter l'organisation de la première réunion du Conseil consultatif du Réseau de Santiago, qui doit avoir lieu en 2024 ;

18. *Demande également* au secrétariat du Réseau de Santiago de commencer, dès que possible, à gérer les activités courantes du secrétariat, conformément au rôle et aux responsabilités qui lui ont été attribués ;

19. *Adopte* le mémorandum d'accord entre la Conférence des Parties et la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties à l'Accord de Paris, d'une part, et le Bureau des Nations Unies pour la prévention des catastrophes et le Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets, d'autre part, concernant l'entité d'accueil du secrétariat du Réseau de Santiago, tel qu'il figure dans l'annexe ;

20. *Confirme* que l'assistance technique qui sera fournie dans le cadre du Réseau de Santiago, selon la demande, résultera d'un processus inclusif et piloté par les pays, tenant compte des besoins des personnes vulnérables, des populations autochtones et des communautés locales ;

21. *Confirme également* que l'assistance technique fournie dans le cadre du Réseau de Santiago devrait tenir compte des questions transversales mentionnées au onzième alinéa du préambule de l'Accord de Paris ;

22. *Prie de nouveau* le secrétariat de la Convention¹¹ de continuer à fournir un appui aux pays en développement particulièrement vulnérables aux effets néfastes des changements climatiques qui pourraient solliciter une assistance technique auprès des

¹⁰ Décision 12/CMA.4, annexe I, par. 15.

¹¹ Décision 12/CMA.4, par. 15.

organisations, organes, réseaux et experts du Réseau de Santiago ou aimeraient en bénéficier, jusqu'à ce que le secrétariat du Réseau de Santiago soit opérationnel ;

23. *Demande* au secrétariat de la Convention d'élaborer un projet de lignes directrices sur la prévention des conflits d'intérêts potentiels et le traitement des conflits d'intérêts avérés ou apparents en relation avec le Réseau de Santiago, y compris les conflits d'intérêts susceptibles de survenir lorsque des organisations, des organes, des réseaux et des experts participent à la fourniture d'un appui technique au secrétariat du Réseau de Santiago tout en répondant à des demandes d'assistance technique, ou lorsque l'entité d'accueil du secrétariat du Réseau de Santiago répond en tant qu'organisation, organe, réseau ou expert à des demandes d'assistance technique, et de soumettre ce projet au Conseil consultatif du Réseau de Santiago à sa première réunion, pour examen et approbation ;

24. *Prie* le secrétariat du Réseau de Santiago de :

a) Se conformer au mandat du Réseau de Santiago et à ses fonctions, notamment en facilitant l'examen d'un large éventail de sujets relatifs aux mesures visant à prévenir les pertes et préjudices, à les réduire au minimum et à y remédier, notamment les incidences, priorités et mesures actuelles et futures en lien avec cette question, conformément aux décisions 3/CP.18 et 2/CP.19, aux domaines mentionnés au paragraphe 4 de l'article 8 de l'Accord de Paris et aux secteurs d'activité stratégiques du plan de travail quinquennal glissant du Comité exécutif du Mécanisme international de Varsovie ;

b) Assumer son rôle et ses responsabilités, notamment être placé sous la direction du Conseil consultatif du Réseau de Santiago et lui rendre compte, et tenir compte des mandats différents de l'entité d'accueil et du Réseau de Santiago et du fait que le Conseil consultatif est chargé de lui fournir des orientations sur l'exécution efficace des fonctions du Réseau de Santiago et de contrôler ses activités ;

c) Transmettre, tous les ans, au Conseil consultatif du Réseau de Santiago des informations sur l'appui, en nature ou autre, fourni par l'entité d'accueil, qui a contribué à lui permettre d'assumer ses rôles et ses responsabilités, tels qu'ils sont définis dans le mandat du réseau de Santiago¹² ;

d) Tirer parti des bureaux régionaux et sous-régionaux de l'Organisation des Nations Unies dans toutes les régions géographiques de celle-ci, selon que de besoin, en tant qu'unités désignées chargées de fournir des services et un appui pertinents pour catalyser une assistance technique efficace et en temps opportun dans les pays en développement qui sont particulièrement vulnérables aux effets néfastes des changements climatiques ;

e) Inclure dans ses rapports annuels au Conseil consultatif du Réseau de Santiago des informations sur le caractère inclusif, équilibré et équitable de l'assistance technique catalysée dans toutes les régions comprenant des pays en développement particulièrement vulnérables aux effets néfastes des changements climatiques et prendre les mesures appropriées ;

f) S'appuyer sur une structure organisationnelle économique et réduite à l'essentiel¹³ ;

g) Prendre des dispositions pour les débats qui porteront sur d'autres modalités d'application de l'accord de siège (mémoire d'accord) en fonction des décisions qui seront prises par l'organe directeur ou les organes directeurs ;

h) S'acquitter des fonctions de gestion financière, d'audit et de communication d'informations, et appliquer un système de responsabilisation solide, un système financier répondant aux normes internationales et un registre fiduciaire garantissant que la gestion et le décaissement des fonds sont réalisés correctement et avec impartialité ;

25. *Prie* le Conseil consultatif du Réseau de Santiago d'élaborer un projet de texte pour son règlement intérieur en vue de le recommander, par l'intermédiaire des organes subsidiaires à leurs soixante et unième sessions respectives (novembre 2024), à l'organe

¹² Décision 12/CMA.4, annexe I, par. 19.

¹³ En application de la décision 12/CMA.4, annexe I, par. 13.

directeur ou aux organes directeurs à la session ou aux sessions qui se tiendront en novembre 2024, pour examen et adoption ;

26. *Invite* le Conseil consultatif du Réseau de Santiago à définir des mesures appropriées pour catalyser l'assistance technique des organisations, organes, réseaux et experts compétents aux niveaux local, national et régional dans les pays en développement particulièrement vulnérables aux effets néfastes des changements climatiques et à mettre en œuvre ces mesures, notamment en fournissant des orientations au secrétariat du Réseau de Santiago pour l'élaboration de lignes directrices et de procédures¹⁴ visant à garantir que toutes les demandes d'assistance technique présentées dans le cadre du Réseau de Santiago soient axées sur la demande, et pour éviter les conflits d'intérêts ou, le cas échéant, une concentration excessive, lors de la fourniture ou de la réalisation de l'assistance technique par des organisations, organes, réseaux ou experts particuliers ou par l'intermédiaire de ceux-ci ;

27. *Invite également* le Conseil consultatif du Réseau de Santiago à donner des orientations à son secrétariat afin qu'il élabore des lignes directrices et des procédures visant à permettre l'accès à l'assistance technique et à aider à élaborer les demandes d'assistance technique en tenant compte des problèmes considérables auxquels font face les pays les moins avancés et les petits États insulaires en développement en matière de capacité ;

28. *Demande* à l'entité d'accueil du secrétariat du Réseau de Santiago de veiller à ce que le Réseau et son secrétariat soient en mesure de recevoir l'appui nécessaire, financier et autre, en provenance d'un large éventail de sources grâce à toutes les composantes du groupement d'organisations pour accomplir le mandat du Réseau de Santiago ;

29. *Rappelle* le paragraphe 67 de la décision 1/CMA.3, dans lequel il a été décidé que le Réseau de Santiago serait doté de fonds qui lui permettraient de soutenir l'assistance technique à la mise en œuvre d'approches pertinentes visant à éviter les pertes et préjudices liés aux effets néfastes des changements climatiques, à les réduire au minimum et à y remédier dans les pays en développement, conformément aux fonctions énoncées au paragraphe 9 de la décision 19/CMA.3 ;

30. *Rappelle également* le paragraphe 70 de la décision 1/CMA.3, dans lequel les pays développés parties sont instamment priés de verser des fonds au Réseau de Santiago afin d'assurer son bon fonctionnement et la fourniture de l'assistance technique visée au paragraphe 67 de cette décision ;

31. *Rappelle en outre* le paragraphe 6 de la décision 12/CMA.4, approuvée par la décision 11/CP.27, dans lequel les autres Parties sont encouragées à soutenir le fonctionnement du Réseau de Santiago et à fournir une assistance technique dans le cadre du Réseau ;

32. *Se félicite* des annonces de contribution en faveur du Réseau de Santiago faites, au 6 décembre 2023, par l'Union européenne et ses États membres (Allemagne, Danemark, Irlande et Luxembourg), ainsi que par la Suisse et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, d'un montant d'environ 40,7 millions de dollars¹⁵ ;

33. *Rappelle* le paragraphe 69 de la décision 1/CMA.3, qui prévoit que le secrétariat du Réseau de Santiago sera chargé de gérer les fonds mentionnés au paragraphe 67 de ladite décision ;

34. *Se félicite* des décisions -/CP.28¹⁶ et -/CMA.5¹⁷ sur la mise en place des nouvelles modalités de financement, y compris d'un fonds, pour aider les pays en

¹⁴ En application du paragraphe 17 b) de la décision 12/CMA.4, approuvée par la décision 11/CP.27.

¹⁵ Notant qu'il ne s'agit pas d'un précédent pour les annonces de contribution en faveur du Réseau de Santiago.

¹⁶ Décision intitulée « Mise en place des nouvelles modalités de financement, y compris d'un fonds, permettant de faire face aux pertes et préjudices visés aux paragraphes 2 et 3 des décisions 2/CP.27 et 2/CMA.4 », adoptée au titre du point 8 g) de l'ordre du jour de la vingt-huitième session de la Conférence des Parties.

¹⁷ Décision intitulée « Mise en place des nouvelles modalités de financement, y compris d'un fonds, permettant de faire face aux pertes et préjudices visés aux paragraphes 2 et 3 des décisions 2/CP.27 et 2/CMA.4 », adoptée au titre du point 10 g) de l'ordre du jour de la cinquième session de la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties à l'Accord de Paris.

développement particulièrement vulnérables aux effets néfastes des changements climatiques à faire face aux pertes et préjudices visés aux paragraphes 2 et 3 des décisions 2/CP.27 et 2/CMA.4, en prenant note des parties de ces décisions qui ont trait au Réseau de Santiago ;

35. *Prie* le Conseil consultatif du Réseau de Santiago de désigner un(e) ou deux représentant(e)s pour participer au dialogue de haut niveau annuel sur la coordination et le principe de complémentarité avec les représentants des principales entités faisant partie des nouvelles modalités de financement visées au paragraphe 2 des décisions 2/CP.27 et 2/CMA.4, conformément aux paragraphes 11 à 16 de l'annexe II des décisions -/CP.28¹⁸ et -/CMA.5¹⁹ ;

36. *Invite* le secrétariat du Réseau de Santiago à coordonner son action avec le secrétariat du fonds visé au paragraphe 3 des décisions 2/CP.27 et 2/CMA.4, s'agissant de l'aide apportée aux pays en développement particulièrement vulnérables aux effets néfastes des changements climatiques pour obtenir un accès aux ressources du fonds grâce à l'assistance technique, et à contribuer à la cohérence et à la complémentarité de ses actions par rapport à ce fonds en faisant concorder l'assistance technique qu'il catalyse dans le cadre du Réseau de Santiago en vue de renforcer les capacités et d'appuyer les approches programmatiques des modalités de financement, y compris d'un fonds, visées aux paragraphes 2 et 3 des décisions 2/CP.27 et 2/CMA.4, le cas échéant ;

37. *Décide* qu'une fois que le secrétariat de la Convention aura reçu les dernières candidatures relatives au Conseil consultatif du Réseau de Santiago²⁰, les personnes désignées seront réputées élues à cette session ou à ces sessions de l'organe directeur ou des organes directeurs, conformément à la pratique établie ;

38. *Fait savoir* que l'examen des questions relatives à la gouvernance du Mécanisme international de Varsovie se poursuivra à sa sixième session (novembre 2024)²¹ ;

39. *Prend note* de l'estimation des incidences budgétaires de l'exécution par le secrétariat de la Convention des activités prévues aux paragraphes 22 et 23 ci-dessus ;

40. *Demande* que les activités du secrétariat de la Convention prévues dans la présente décision soient exécutées sous réserve de la disponibilité de ressources financières.

¹⁸ Voir la note 16 ci-dessus.

¹⁹ Voir la note 17 ci-dessus.

²⁰ En application de la décision 12/CMA.4, par. 10 à 13.

²¹ Il convient de noter que les discussions relatives à la gouvernance du Mécanisme international de Varsovie n'ont pas permis d'aboutir à un résultat, ce qui ne préjuge pas de la poursuite de l'examen de cette question.

Annexe

Mémorandum d'accord entre la Conférence des Parties et la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties à l'Accord de Paris, d'une part, et le Bureau des Nations Unies pour la prévention des catastrophes et le Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets, d'autre part, concernant l'entité d'accueil du secrétariat du Réseau de Santiago

[Anglais seulement]*

This memorandum of understanding (MOU) is concluded between the Conference of the Parties to the United Nations Framework Convention on Climate Change (COP) and the Conference of the Parties serving as the meeting of the Parties to the Paris Agreement (CMA) (hereinafter referred to as the governing body or bodies¹), on the one hand, and the United Nations Office for Disaster Risk Reduction (UNDRR) and the United Nations Office for Project Services (UNOPS) (hereinafter each referred to as “the Party” and collectively referred to as “the Parties”), on the other, regarding the hosting of the secretariat of the Santiago network for averting, minimizing and addressing loss and damage associated with the adverse effects of climate change.

Preamble

Whereas, the CMA, by decision 2/CMA.2, noted by the COP in decision 2/CP.25, established, as part of the Warsaw International Mechanism, the Santiago network for averting, minimizing and addressing loss and damage associated with the adverse effects of climate change,

Whereas, the mission of the Santiago network is to catalyse the technical assistance of relevant organizations, bodies, networks and experts for the implementation of relevant approaches for averting, minimizing and addressing loss and damage associated with the adverse effects of climate change at the local, national and regional level in developing countries that are particularly vulnerable to the adverse effects of climate change,

Whereas, the CMA by decision 19/CMA.3, endorsed by the COP in decision 17/CP.26, decided the functions of the Santiago network,² which include facilitating the consideration of a wide range of topics relevant to averting, minimizing and addressing loss and damage approaches, including but not limited to current and future impacts, priorities and actions related to averting, minimizing and addressing loss and damage, pursuant to decisions 3/CP.18 and 2/CP.19, the areas referred to in Article 8, paragraph 4, of the Paris Agreement and the strategic workstreams of the five-year rolling workplan of the Executive Committee of the Warsaw International Mechanism (hereafter referred to as the “Executive Committee”),

Whereas, the CMA by decision 12/CMA.4, endorsed by the COP in decision 11/CP.27, adopted the terms of reference of the Santiago network (hereinafter referred to as the “terms of reference”) and decided that as part of its structure, the Santiago network will have a hosted secretariat, to be known as the Santiago network secretariat, an Advisory Board and a network of member organizations, bodies, networks and experts,³

* Le texte de la présente annexe paraîtra dans les six langues officielles dans le rapport de la session.

¹ Nothing in this MOU prejudices the views of the Parties to the Convention or the views of the Parties to the Paris Agreement or prejudices outcomes on matters related to the governance of the Warsaw International Mechanism for Loss and Damage associated with Climate Change Impacts. This is without prejudice to further consideration of this matter.

² Decision 19/CMA.3, para. 9, with the decision endorsed by the COP in decision 17/CP.26.

³ Decision 12/CMA.4, paras. 3 and 8, with the decision endorsed by the COP in decision 11/CP.27.

Whereas, UNDRR and UNOPS submitted a joint proposal dated 31 March 2023 (hereinafter referred to as “the Proposal”) regarding the hosting of the Santiago network secretariat,

Whereas, UNDRR aims to substantially reduce the risk and losses in lives, livelihoods and health and in the economic, physical, social, cultural and environmental assets of persons, businesses, communities and countries as part of its mandate to support the implementation, follow-up and review of the Sendai Framework for Disaster Risk Reduction 2015–2030,

Whereas, UNOPS is an operational arm of the United Nations established by United Nations General Assembly decision 48/501 of 19 September 1994 and acts as a central resource for the United Nations system in procurement, contracts management and other capacity development activities, as well as providing efficient, cost-effective services to partners in its specialized areas,

Whereas, the CMA, [by decision -/CMA.5, endorsed by decision -/CP.28], selected the Proposal for the hosting of the Santiago network secretariat,

Whereas, UNOPS confirms that it has the necessary authorization to enter into this MOU,

Whereas, the United Nations General Assembly by decision entitled “...”,⁴ at its 78th session, authorized UNDRR to enter into this MOU,

Whereas, the UNFCCC Executive Secretary is authorized by the governing body or bodies to sign this MOU on behalf of the governing body or bodies,

NOW THEREFORE the Parties to this MOU have agreed to the following:

I. Purpose

1. The purpose of this MOU is to stipulate the terms of the relationship between the governing body or bodies and UNDRR and UNOPS with respect to the hosting of the Santiago network secretariat in accordance with [decision -/CMA.5, endorsed by the COP in decision -/CP.28].

II. Role and responsibilities of the governing body or bodies⁵

2. The Santiago network secretariat shall be accountable to and operate under the guidance of the governing body or bodies through the Advisory Board of the Santiago network (hereinafter referred to as the Advisory Board).

3. The governing body or bodies shall consider the joint annual report of the Santiago network and the Executive Committee of the Warsaw International Mechanism for Loss and Damage associated with Climate Change Impacts (hereinafter referred to as the “Executive Committee”), submitted through the subsidiary bodies in accordance with paragraph 19 of annex I to decision 12/CMA.4, endorsed by decision 11/CP.27, and other future decisions of the governing body or bodies, and provide guidance thereon.

4. In taking decisions that would affect the hosting of the Santiago network secretariat, the governing body or bodies shall take into consideration any views and information provided by UNDRR and UNOPS as host of the Santiago network secretariat.

⁴ The decision will be available after the conclusion of the 78th session of the United Nations General Assembly.

⁵ Nothing in this MOU prejudices the views of the Parties to the Convention or the views of the Parties to the Paris Agreement or prejudices outcomes on matters related to the governance of the Warsaw International Mechanism for Loss and Damage associated with Climate Change Impacts. This is without prejudice to further consideration of this matter.

III. Role and responsibilities of the Advisory Board of the Santiago network

5. The members of the Advisory Board shall be elected in accordance with decision 12/CMA.4, endorsed by decision 11/CP.27.

6. The Advisory Board shall provide guidance and oversight to the Santiago network secretariat on the effective implementation of the functions of the Santiago network in accordance with its terms of reference.⁶

IV. Role and responsibilities of the United Nations Office for Disaster Risk Reduction and the United Nations Office for Project Services

7. UNDRR and UNOPS will host the Santiago network secretariat as a dedicated secretariat in accordance with the provisions of this MOU and the terms of reference, as well as with their respective legal and regulatory frameworks, including regulations, rules and procedures. Cooperation between UNDRR and UNOPS will be addressed in a separate agreement between the two organizations.

8. UNDRR and UNOPS shall make regional and subregional UNDRR offices in all United Nations geographical regions available, as appropriate, to serve as designated units for providing relevant services and support for catalysing effective and timely technical assistance in developing countries that are particularly vulnerable to the adverse effects of climate change.

9. UNOPS, in consultation with UNDRR, shall design a lean, cost-effective organizational structure and provide the necessary administrative and infrastructural support for the effective functioning of the Santiago network secretariat, in accordance with relevant UNOPS regulations, rules and procedures, and subject to the financing provided pursuant to section VII below.

10. UNOPS shall appoint, in consultation with UNDRR, subject to the endorsement of the Advisory Board⁷ and pursuant to the Staff Regulations and Rules of the United Nations,⁸ the Director of the Santiago network secretariat through a merit-based, open and transparent process.

11. UNOPS shall appoint, in consultation with UNDRR and in accordance with technical guidance from UNDRR, pursuant to the Staff Regulations and Rules of the United Nations, consistent with paragraph 33 below, a small core team of professional and administrative staff, managed by the Director, to support the Santiago network secretariat in meeting its responsibilities and performing its functions efficiently and effectively.

12. UNDRR will provide the Santiago network secretariat with technical backstopping and expertise in the domain of averting, minimizing and addressing loss and damage consistently with the guidelines for preventing potential and addressing actual and perceived conflicts of interest in relation to the Santiago network (see para. 15 below).

13. UNDRR and UNOPS shall provide in-kind and other support for the Santiago network secretariat to carry out its roles and responsibilities, as set out in the terms of reference of the Santiago network.

14. UNDRR and UNOPS shall provide periodic updates on matters regarding the Santiago network secretariat, and the Santiago network secretariat shall make this information available in the annual report prepared in accordance with paragraph 19 of annex I to decision 12/CMA.4, endorsed by decision 11/CP.27.

⁶ Decision 12/CMA.4, annex I.

⁷ In accordance with decision 12/CMA.4, annex I, para. 7(g).

⁸ Available at <https://digitallibrary.un.org/record/3930354>.

15. UNDRR and UNOPS shall implement the guidelines preventing potential and addressing actual and perceived conflicts of interest in relation to the Santiago network, including any conflicts of interest that may arise when organizations, bodies, networks and experts are engaged in providing technical support to the Santiago network secretariat while responding to technical assistance requests, or when the host of the Santiago network secretariat is responding as an organization, body, network or expert to technical assistance requests, which shall be approved by the Advisory Board at its 1st meeting.

16. UNDRR and UNOPS shall provide support to the work of the Advisory Board and ensure that the necessary arrangements are in place for the meetings of the Advisory Board, including privileges and immunities for members of the Board in line with existing practice.

17. The respective heads of UNDRR and UNOPS shall be responsible for the execution of the functions of UNDRR and UNOPS under this MOU in accordance with their respective legal and regulatory frameworks, including their regulations, rules, policies and procedures. UNDRR and UNOPS shall be legally responsible for any allegations, claims and/or damages arising from the activities performed pursuant to this MOU in the event of gross negligence or wilful misconduct on the respective parts of UNDRR and UNOPS and their personnel.

V. Role and functions of the Santiago network secretariat

18. The Santiago network secretariat shall operate within its terms of reference⁹ and shall be accountable to and operate under the guidance of the Advisory Board and in accordance with relevant decisions of the governing body or bodies.

19. The Santiago network secretariat shall facilitate the implementation of the functions of the network and shall manage its day-to-day operations in accordance with decision 12/CMA.4, paragraph 6, endorsed by decision 11/CP.27, and other relevant decisions of the governing body or bodies.

20. The Santiago network secretariat shall elaborate modalities and procedures for the network under the guidance of and by the approval of the Advisory Board.¹⁰

21. The Santiago network secretariat shall develop and execute a work programme, to be approved by the Advisory Board, building on synergies with the five-year rolling workplan of the Executive Committee.¹¹

22. The Santiago network secretariat shall manage and direct the disbursement of funds provided for the network consistently with UNOPS and UNDRR respective fiduciary principles and standards that promote a high level of integrity.

23. The Santiago network secretariat shall make use of regional and subregional United Nations offices in all United Nations geographical regions, as appropriate, to serve as designated units to provide relevant services and support for catalysing effective and timely technical assistance in developing countries particularly vulnerable to the adverse effects of climate change.

24. The Santiago network secretariat shall prepare, under the guidance of the Advisory Board, an annual report on the activities of the Santiago network secretariat and the Santiago network and on the performance of their respective functions for consideration and approval by the Advisory Board.¹² The annual report shall include the elements referred to in paragraph 18 of annex I to decision 12/CMA.4, endorsed by decision 11/CP.27.

25. The Santiago network secretariat shall report annually to the Advisory Board information on the in-kind and other support provided by UNDRR and UNOPS that has

⁹ Decision 12/CMA.4, annex I, chap. IV.A.

¹⁰ Decision 12/CMA.4, para. 17.

¹¹ Decision 12/CMA.4, annex I, chap IV.B.

¹² Decision 12/CMA.4, annex I, chap. VIII.

contributed to its ability to carry out its roles and responsibilities, as set out in the terms of reference.

26. The Santiago network secretariat shall administer, through UNOPS, and where required, UNDRR, in accordance with their respective regulations, rules and procedures, the funds that will be provided to the Santiago network to support technical assistance for the implementation of relevant approaches to averting, minimizing and addressing loss and damage associated with the adverse effects of climate change in developing countries that are particularly vulnerable to those effects in support of the functions of the Santiago network, including the engagement of appropriate organizations, bodies, networks and experts. The funds will be managed in accordance with the respective regulations and rules of UNOPS and UNDRR, as applicable.

27. The Santiago network secretariat shall carry out financial management, auditing and reporting functions and implement a robust accountability system, sound financial systems of international standard, and a fiduciary record that ensures the correct, impartial administering and disbursement of funds. The annual financial audit, in accordance with the UN one audit principle, shall be carried out in accordance with UNOPS regulations, rules and policies regarding audit, and will be made available to the Advisory Board and the funding sources within six months of the closure of the financial year.

28. The Santiago network secretariat shall ensure the coordination and collaboration of the work of the Santiago network with relevant UNFCCC constituted bodies, in particular the Executive Committee, as well as exploring synergies with other initiatives and networks.

VI. Role and functions of the Director and staff of the Santiago network secretariat

29. The Director of the Santiago network secretariat shall provide strategic leadership to the network and manage its secretariat.

30. The Director shall have a fixed term of office no longer than the term of the MOU, which may be renewed subject to endorsement by the Advisory Board.

31. The Director shall be accountable to the Executive Director of UNOPS for administrative issues relating to the administrative effectiveness and efficiency of the Santiago network secretariat in accordance with relevant UNOPS regulations, rules and procedures, and to the Advisory Board for the effective implementation of the functions of the Santiago network. UNDRR may provide technical advice to the Director, as needed.

32. The Director shall serve as the secretary to the Advisory Board and be responsible for facilitating and providing support for its work.

33. The Director shall facilitate timely recruitment of the staff of the secretariat in line with the terms of reference.

VII. Financial arrangements of the Santiago network secretariat

34. The costs associated with the Santiago network secretariat and the mobilization of the services of the network will be funded consistent with decision 1/CMA.3, paragraph 70, and decision 12/CMA.4, paragraph 6, subject to separate funding agreements to be entered into on behalf of the Santiago network secretariat by UNDRR and/or UNOPS as applicable, and the funding sources, and in-kind and other support from UNDRR and UNOPS as outlined in the Proposal.

35. UNDRR and UNOPS shall ensure that the Santiago network and its secretariat are able to receive the required financial and other support from a wide variety of sources through both UNDRR and UNOPS to implement the terms of reference.

36. For the implementation of the workplan of the Santiago network secretariat, a management fee will be applied on the overall budget in accordance with the relevant UNOPS regulations and rules on cost recovery for its services.

37. UNDRR will manage any dedicated funding received in accordance with the United Nations regulations and rules for the management of voluntary contributions and will recover any direct cost incurred while hosting the Santiago network secretariat, according to its rules and regulations.

VIII. Review of the Santiago network secretariat

38. The Santiago network secretariat shall commission one independent review of the performance of the network, including sustainability and sources of funding, adequacy of funding levels relative to technical assistance requests, timelines, effectiveness, engagement, gender-responsiveness and delivery of technical assistance to communities particularly vulnerable to the adverse effects of climate change, in a timely manner so that the findings of the review can feed into the subsequent review of the Warsaw International Mechanism for Loss and Damage associated with Climate Change Impacts¹³ for determining the need for further independent reviews of the performance of the Santiago network.¹⁴

IX. Implementation of this memorandum of understanding

39. The Advisory Board, UNDRR and UNOPS may agree on further arrangements for the implementation of this MOU in line with future decisions of the governing body or bodies and report thereon to the governing body or bodies. Future arrangements for the implementation of this MOU do not in any way amend the existing provisions of this MOU.

40. Nothing in or relating to this MOU will be deemed a waiver, express or implied, of any of the privileges and immunities of the United Nations, including its subsidiary organs.

X. Dispute settlement

41. The governing body or bodies, through the Advisory Board, and as facilitated by the UNFCCC secretariat, and UNDRR and UNOPS shall make their best efforts to amicably resolve any disputes, controversies or claims arising out of or relating to this MOU, including through use of mutually agreed dispute resolution methods.

XI. Entire agreement

42. Any annex to this MOU that is concluded in the future will be considered an integral part of this MOU. References to this MOU will be construed as including any annexes, as varied or amended in accordance with the terms of this MOU. This MOU represents the complete understanding between the Parties.

XII. Interpretation

43. This MOU will be interpreted in accordance with relevant decisions of the governing body or bodies and the legal and regulatory framework of UNOPS and UNDRR, as applicable, including the regulations, rules, policies and procedures of the United Nations Secretariat.

44. Any Party's failure to request the implementation of a provision of this MOU will not constitute a waiver of that or any other provision of this MOU.

¹³ Decision 2/CMA.2, para. 46.

¹⁴ Decision 12/CMA.4, annex I, para. 20.

XIII. Term of this memorandum of understanding

45. The initial term of this MOU shall be five years from its entry into force, with five-year renewal periods, if so decided by the governing body or bodies and UNDRR and UNOPS.

XIV. Notification and amendment

46. Each Party will promptly notify the other in writing of any anticipated or actual material changes that will affect the execution of this MOU.

47. The Parties may amend this MOU by mutual written agreement.

XV. Entry into force

48. This MOU will enter into force upon the last date of signature by the duly authorized representatives of the Parties.

XVI. Termination

49. Subject to section XIII above, either Party may terminate this MOU by giving one year's prior written notice to the other Party. The termination shall come into effect one year from the date of the receipt of such a communication.

50. Following the termination of this MOU, UNDRR and UNOPS shall take all necessary action to conclude their operations relating to the Santiago network secretariat in an expeditious manner. Any termination of this MOU will be without prejudice to any other rights and obligations of the Parties accrued prior to the date of the termination under this MOU or any legal instrument executed pursuant to this MOU.
